

| Plate-Forme Souveraineté alimentaire (PFSA) |

Les objectifs de la PFSA sont basés sur plusieurs constats.

La situation alimentaire et agricole mondiale est paradoxale. Alors que les agriculteurs sont capables de nourrir l'ensemble de la population mondiale, plus d'un milliard de personnes souffrent encore aujourd'hui de la faim. De plus ce sont principalement les paysans et leurs familles, c'est-à-dire ceux qui produisent de quoi manger, qui souffrent de la malnutrition. Ils forment la majorité de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté parce qu'ils ne peuvent pas vivre de leur travail. Comment comprendre que la moitié de l'humanité, qui compte directement sur l'agriculture pour assurer sa survie, endure une situation catastrophique, marquée par le chômage, la pauvreté, l'exode ou la faim ? Comment comprendre que, dix ans après le dernier sommet mondial sur l'alimentation, le nombre de personnes souffrant de la faim continue d'augmenter ?

La pauvreté et la faim ne sont pas une fatalité. Elles sont, dans la majorité des cas, le résultat de choix politiques. Les politiques agricoles et commerciales actuelles visent à produire la nourriture au prix le plus bas. Les prix baissent, oui, mais à quel prix ? Au prix de l'appauvrissement et de la disparition de milliers d'agriculteurs dans le monde ! Car pour atteindre cet objectif de faible prix, tous les producteurs sont mis en concurrence, au Nord comme au Sud. Une compétition qui met aux prises agriculture familiale et industrielle, subsidiée ou non, des zones très productives et moins productives, et ce tant au niveau national qu'international ! Cette concurrence favorise alors une agriculture qui a recours à l'exploitation des travailleurs, à la concentration des terres, à l'utilisation de techniques industrielles ou à la destruction de l'environnement.

Les prix des produits échangés sur les marchés internationaux sont trop bas. Ils ne permettent plus à la majorité des paysans et des agriculteurs de vivre décemment de leur travail. Malheureusement ces prix s'imposent dans chaque pays. Pourquoi ? Parce que l'Organisation Mondiale du Commerce fixe l'objectif d'éliminer progressivement toutes les règles et protections qui limitent le commerce. Dès lors, sans la possibilité de protéger les marchés locaux, les prix internationaux deviennent la norme alors qu'ils ne reflètent pas le coût de production local. Pour faire face à cette concurrence à bas prix, les prix locaux chutent, aggravant la pauvreté et l'exploitation des agriculteurs sur des terres qui, pour beaucoup, ne leur appartiennent pas. S'en suit alors pauvreté, exode et malnutrition.

La course à la compétitivité agricole ne bénéficie qu'à une minorité. Cette course ne bénéficie pas à la moitié de l'humanité qui travaille la terre, mais bien aux industries transnationales de l'agro-alimentaire, aux grosses exploitations et aux grandes surfaces ! Les consommateurs ne profitent pas non plus de ce modèle agricole parce que les grandes surfaces ne répercutent que peu la baisse de prix agricoles dans les prix de vente. L'agriculture familiale, qui produit prioritairement pour les marchés locaux, et qui est de loin la plus répandue sur terre, s'efface de plus en plus face à une agriculture industrielle qui s'accapare ses ressources, comme la terre ou l'eau. Les pays du Sud, qui dépendent de l'exportation de matières premières agricoles, s'appauvrissent et perdent leur capacité de production. Et des millions d'agriculteurs familiaux de par le monde disparaissent.

Cette logique de concurrence et de dérégulation limite la possibilité pour les Etats d'appliquer des règles assurant une politique agricole durable. Pourtant ces règles pourraient garantir une alimentation suffisante et de qualité, assurer un prix juste aux producteurs, préserver l'environnement et favoriser une production agricole destinée en priorité aux marchés locaux et régionaux. Sur ce dernier point, la plupart des pays en développement sont dans une situation difficile. En effet, ils cultivent d'abord des produits agricoles destinés à l'exportation et non pas pour la consommation locale. Pourquoi ? Parce qu'ils doivent accumuler les devises étrangères nécessaires au remboursement de leur dette extérieure.

L'Europe joue un rôle très important dans l'orientation de cette politique agricole et commerciale. L'Europe et les pays les plus puissants poussent partout cette politique de bas prix. Si elle se l'inflige à elle-même, l'Europe l'impose aussi aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique du Sud au travers des « accords de partenariat économique ». Pourtant cette logique de bas prix a, ici et ailleurs, des effets désastreux sur l'environnement, mais aussi sur la survie de nombreux agriculteurs.